

Texte lu et distribué lors d'une action d'AC! Angers (association regroupant chômeurs, travailleurs précaires et salariés « stables »), jeudi 22 février à l'agence Anpe Lafayette.

Nous étions une vingtaine ce jour-là : pour être plus nombreux la prochaine fois, n'hésitez pas à nous laisser une adresse e-mail ou un numéro de téléphone, et à passer à l'une de nos permanences.

Depuis 20 ans au moins les gouvernements successifs mentent en truquant les statistiques, en inventant des mesures d'« aide » qui ne sont que des outils de contrainte.

Patronat et gouvernements s'en prennent directement et frontalement à toutes les catégories de chômeurs en les contrôlant et réduisant encore leurs maigres droits, afin de faire pression sur les salaires, casser les acquis sociaux et stopper les velléités revendicatives des salariés.

- Les demandeurs d'emploi « officiels » (de catégorie 1 alors qu'il y en a 8) représentent moins de la moitié des inscrits à l'ANPE
- 47% des chômeurs ne sont pas indemnisés (contre 41% en 2003)
- La convocation systématique des chômeurs s'accompagne mécaniquement d'une augmentation des radiations, de 24% en 1990, de 35% avec le PARE à 39% depuis 2003. Aujourd'hui, chaque mois, 21000 chômeurs sortent des listes de l'ANPE pour des raisons plus ou moins claires
- Les contrats aidés, emplois de service, missions d'intérim ou CDD sans issue qui sont encouragés par la politique du gouvernement représentent 80% des offres d'emploi qui restent précaires et autour du SMIC horaire.

Si nous manifestons donc aujourd'hui dans cette ANPE Lafayette, c'est parce que :

- l'ANPE est le lieu même où la pression sur les personnes au chômage s'exerce concrètement (notamment avec l'instauration d'un contrôle mensuel véritable outils de sanction et radiation).
- c'est ici que chacun peut constater que le marché du travail, autrement dit le patronat, ne propose que des boulots précaires et sous-payés.
- c'est ici également que des salariés –les agents ANPE – sont obligés de contrôler, de sanctionner, de radier, ou de placer coûte que coûte (dans un emploi ou une formation plus ou moins bidon) d'autres salariés actuellement au chômage.

Sur ce point, pas la peine de nous raconter des histoires : nous savons par diverses sources et par expérience directe que s'y développe une « culture d'entreprise » où de plus en plus les gens ne sont que des chiffres. Cette logique est dictée par le patronat, et par le plus récent de ses serviteurs gouvernementaux, monsieur Borloo, à qui l'on doit le fameux plan de « cohésion sociale ».

Bref, l'Anpe est le lieu où l'on se rend le mieux compte que pour les gens au chômage, les devoirs ne cessent de croître (devoir de signer un PARE/PAP, de signer un pseudo-contrat d'insertion, de suivre une formation bidon, d'accepter les pires boulots, d'accepter un contrat aidé (précaire sous-payé), et d'être contrôlé chaque mois, pendant que les droits (droit à un revenu décent, à une vraie formation et un vrai reclassement) ne cessent de diminuer.

Que l'on soit salariés ou chômeurs, nous avons les mêmes intérêts !

Que l'on soit chômeurs ou salariés de l'Anpe, nous devrions avoir les mêmes intérêts, et lutter ensemble !

Ensemble, exigeons et imposons :

L'arrêt des contrôles mensuels, du harcèlement moral, des radiations-sanctions de l'ANPE !

L'abandon du dossier unique (dossier DUDE) fichant les demandeurs d'emploi !

L'arrêt du business privé du placement au sein de l'ANPE, avec son lot de formations bidons et surtout de convocations collectives inutiles, absurdes, quant elles ne sont pas tout simplement inhumaines et mensongères !

Et plus généralement, exigeons :

Un véritable système d'indemnisation de toutes les formes de chômage garantissant à tous un revenu à hauteur du SMIC et le droit à une vraie formation.

Contact : AC ! Angers 104 ter, avenue Pasteur 49100 ANGERS

Tél : 02 41 37 88 96 - E-mail : ac.angers@free.fr Permanences le vendredi de 14 à 16 h

Qui sommes-nous ?

Salariés, précaires, chômeurs, nous subissons tous les conséquences des évolutions du monde du travail : les uns sont censés toujours plus se tuer à la tâche pendant que d'autres se retrouvent sans emploi, ou doivent en chercher un nouveau tous les quatre matins.

Partout, les mêmes méthodes sont à l'œuvre : licenciements, multiplication des statuts précaires, accroissement de la flexibilité, renforcement du contrôle des chômeurs. Et partout les mêmes mensonges essaient de recouvrir ces réalités : fin des "archaïsmes", adaptation à la "modernité", réponse à la "crise", "innovation" sociale, etc...

Réalité menaçante du chômage et de la précarité, diversité grandissante des situations et des statuts, calculs habiles et mensonges grossiers des gouvernants, tous ces éléments concourent à briser les solidarités. Pourtant, qu'on le veuille ou non, salariés, précaires et chômeurs ont les mêmes intérêts face aux patrons et à l'Etat.

Nous agissons donc pour :

- la défense des droits des personnes au chômage et la résistance collective face aux pressions et sanctions exercées contre elles.
- l'instauration d'un système unifié d'indemnisation de toutes les formes de chômage, garantissant à tous un revenu inconditionnel et individualisé, à hauteur du SMIC, financé par la taxation des profits.
- le développement de la solidarité entre tous les travailleurs (salariés stables, précaires, sans emploi).

Pour en savoir plus

Quelques livres :

- PUNIR LES PAUVRES
de Loïc Wacquant,
Ed. Agone, 20 euros, disponible en bibliothèque
- CHÔMAGE, DES SECRETS BIEN GARDES
de Fabienne Brutus,
Ed. Livre de Poche, 6 euros, également disponible en bibliothèque
- LA MACHINE A EXCLURE
de Noëlle BURGI,
Edition J-C GAwsewitch, 20.00 euros

Des site à consulter :

- AC! rue Mathis, Paris : www.ac-reseau.eu.org
- AC! rue Voltaire, Paris : www.ac-chomage.org
- Actuchômage : www.actuchomage.org
- Collectif ACDC (les Autres Chiffres Du Chômage) :
<http://acdc2007.free.fr>

La vérité sur les chiffres du chômage :

Il y a plus de 2 300 000 « chômeurs invisibles »
Aujourd'hui, près de 4 500 000 personnes sont inscrites à l'ANPE, auxquelles il faut ajouter environ 700 000 RMistes découragés ou non inscrits.

Ces « invisibles » qui sont-ils ?

- 220 000 chômeurs des DOM-TOM
- 870 000 chômeurs à temps partiels ou temporaires
- 410 000 chômeurs âgés de plus de 55 ans, alors que le discours dominant postule qu'il faut travailler plus longtemps pour financer les retraites
- 450 000 chômeurs en activité réduite
- 320 000 chômeurs non immédiatement disponibles : (stage, formation, arrêt maladie)

Ces chômeurs invisibles sont passés de 10% en 1982 à plus de 50% aujourd'hui.

Depuis 25 ans, la part de ces chômeurs invisibles a été multipliée par 4. Depuis 1995, le total des demandeurs d'emploi fluctue autour de 4 500 000.

Malgré les artifices statistiques, le chômage se situe fin 2006 à un niveau plus élevé qu'en mai 2002. 34% de la population active est contrainte au sous-emploi. L'INSEE estime qu'il y a 5 848 000 chômeurs « équivalent temps plein » sur une population active occupée de 24 921 000 personnes. Pour 2005, on a estimé que le taux de chômage en équivalent temps plein était à 20.9%

Date à retenir :

Mercredi 14 mars, à 14h, rv devant la Bourse du travail, pl. Imbach à Angers

Manifestation du Collectif EVS (Emploi Vie Scolaire, tous en contrat précaire) de Maine-et-Loire, collectif soutenu par le SNU-ipp 49.
Contact : snu49@snuipp.fr

